

Documents

11 octobre 1870 - Cercottes

- *Source : « Souvenirs des Zouaves Pontificaux », O. Le Gonidec de Tressan, texte paru dans « Le Correspondant » le 10 juillet 1911*
- Les Volontaires de l'Ouest à l'armée de la Loire - Orléans, Loigny, Le Mans



A Civita-Vecchia, un petit croiseur français, l'*Orénoque*, nous reçut, en attendant le transport qui devait nous conduire à Toulon. Nous avons conservé l'uniforme, et la discipline était parfaite dans nos rangs. Le commandant du stationnaire (Commandant Briot) en fut frappé et prit sur lui d'en écrire à ses chefs. Il leur signalait que, dans le désarroi de la mobilisation improvisée en France, il pouvait être utile de conserver tel quel un corps solidement organisé comme le nôtre. Nous ne connûmes cette dépêche qu'en arrivant à Toulon, par l'ordre qu'on nous fit tenir de rester à bord de l'*Ilyssus*, en attendant les instructions du gouvernement.

Notre colonel Allet nous quitta, les larmes aux yeux. Il était Suisse. D'Henri IV à 1830, ses aïeux avaient servi la France, et lui-même aurait suivi leur exemple si le licenciement de la garde suisse, après 1830, ne s'y était opposé. Nous le regrettâmes sincèrement. C'était un excellent homme, d'une taille énorme et d'un esprit très fin. Le lieutenant-colonel de Charette resta notre chef après son départ. De Toulon, nous fûmes dirigés sur Tarascon, puis sur Tours, où se trouvait la délégation du gouvernement de la Défense nationale. Nous arrivâmes peu nombreux dans cette ville: la plupart d'entre nous n'avaient pu résister au besoin d'embrasser leur famille en touchant le sol français. Mais ils rallièrent bientôt, à la nouvelle que notre engagement était accepté *en corps*: nous allions former deux bataillons, de six compagnies chacun, sous le nom de "Volontaires de l'Ouest". Notre uniforme devait être modifié, mais les circonstances ne le permirent pas. Une fois de plus, nous fumes pris à l'improviste. Mon petit bataillon ne comptait encore que 60 hommes présents; je venais de les répartir en trois compagnies-squelettes, et m'occupais, durant une absence momentanée du chef de bataillon, de les organiser (1), quand, un samedi, l'on nous embarqua sur Orléans et Fontainebleau, à destination de Dijon et de l'armée de l'Est.

(1) Cette tâche m'incombait, comme étant le plus ancien capitaine. L'adjudant-major, qui me secondait, était un neveu du général Ugot, originaire du Nord de la France: Henri Wiart. Il devait mourir plus tard supérieur général des Trappistes, sous le nom de dom Sébastien.

La hâte de ce départ fut telle que nous n'eûmes pas le temps de recevoir nos livrets militaires. A Orléans, on nous enjoignit de ne pas continuer notre voyage. Je me rendis au quartier-général pour prendre les ordres. Notre uniforme y était inconnu, et je craignis qu'on ne nous regardât comme des aventuriers. Le général me dit que, faute de papiers, il ne pouvait nous considérer comme troupes régulières, et qu'il fallait attendre nos livrets. Peiné de ce retard, je revins à l'hôtel du Loiret où mes camarades étaient réunis pour le repas. Nous y fîmes une étrange rencontre.

A l'autre bout de la table, dînaient des officiers du 5e bataillon de chasseurs à pied, ayant parmi eux un officier prussien. Nous mangeâmes d'abord en silence, nous considérant de part et d'autre comme des gens qui ne se connaissent pas. Mais, à la fin, les plus jeunes officiers lièrent conversation, et bientôt celle-ci fut générale. Nous apprîmes que l'officier prussien, malade, avait été enlevé par des francs-tireurs dans une ambulance que la Croix-Rouge rendait inviolable. Sur sa réclamation, le général avait décidé de le remettre aux avant-postes ennemis. En attendant, cet hôtel lui avait été assigné comme séjour, et l'on avait prié les officiers de chasseurs de lui tenir compagnie.

A notre tour, nous fîmes connaître nos noms et qualités. Il se trouva que l'officier prussien avait eu des camarades engagés aux zouaves pontificaux. J'ai dit que plusieurs allemands y servaient sous mes ordres: mon lieutenant, Kligge, était un Westphalien, de Münster; d'autres, tels que Berlichingen, Stohlberg, avaient appartenu à ma compagnie. Je crois me rappeler que l'officier prussien était parent ou ami de Stohlberg. Nous causâmes, et c'est ainsi que nous pûmes démontrer à nos camarades français qui nous étions. Notre situation s'éclaircissait. Nous apprîmes que deux officiers, l'un de gendarmerie, l'autre d'état-major, attachés au quartier général, avaient fait partie du corps d'occupation de Rome. Par leur intervention bienveillante, notre situation fut régularisée. Sur le vu d'un brevet d'officier qui ne m'appartenait pas, mais dont j'étais porteur, on nous délivra des commissions (1), qui devaient nous permettre d'établir les livrets de nos hommes.

(1) Les commissions d'officiers furent ainsi libellées: " Vu le décret du gouvernement de la Défense nationale, en date du... nommant M. X... au grade de chef de bataillon des Volontaires de l'Ouest, nous, général, etc ". Ce détour ingénieux permettait au général en chef de nous délivrer un brevet de troupe régulière, en attendant nos papiers, qui ne vinrent pas à temps.

Je cherchai des cartes du pays. Le libraire, chez lequel j'en découvris, se montra surpris de ma demande. Aucun officier subalterne n'en possédait. L'armée vivait sous le régime des guerres d'Afrique (1): on attendait les ordres, et on se débrouillait sur le terrain, sans prévoir autrement à l'avance. Bien m'en prit, on le verra, de m'être mieux précautionné. Le lendemain, lundi, vers onze heures du matin, une panique se déclara tout à coup dans la ville. La fusillade crépita sous les murs, du côté de Paris. En un clin d'oeil, tout le monde fut sur pied. Les hommes dégringolaient pêle-mêle dans la cour de la caserne, où nous logions avec un bataillon de marche. Le désordre était à son comble. Je vis un jeune sergent d'infanterie, au bas de l'escalier, mettre son fusil à l'épaule et lâcher le coup en l'air. La panique m'apparut là dans sa plus folle expression. Cependant, nous nous hâtions de faire sortir nos hommes de ce tumulte, et nous les formions dans la rue, en marchant du côté où les coups de feu retentissaient. Le bataillon de marche profita de notre exemple, et sortit en se formant derrière nous.

Ce bataillon, malgré son titre de troupe régulière, n'était, en réalité, qu'un assemblage disparate de débris de l'armée de Sedan. Les hommes portaient au col les numéros de leurs anciens régiments. Sans ralliement commun, sans consistance possible, ils étaient à la merci de la première débandade qui surviendrait. Arrivés dans le faubourg Bannier, nous rencontrons l'état-major du général de La Motte-Rouge, et nous apprenons la cause du tumulte. Les avant-postes de l'armée ayant formé les faisceaux, l'un de ces faisceaux était tombé à terre; les armes chargées étaient parties. Aussitôt, les avant-postes voisins avaient pris les armes et fait feu, au hasard, dans la direction de l'ennemi supposé.

On juge, par cet exemple, de la fatigue et de l'énervement général des troupes campées sous Orléans. Aussi le général en chef prescrivit-il de renforcer les avant-postes. Nous y fûmes envoyés d'office, avec le bataillon qui nous suivait. Le lendemain, mardi 11 octobre, nous avions, dans la forêt d'Orléans, le principal engagement auquel j'ai participé dans cette campagne.

(1) Ceci était vrai même des généraux d'alors; et nous nous en rendions compte, en comparant nos mouvements à la marche savamment calculée de l'armée allemande. Aussi la nomination de M. de Freycinet au ministère de la guerre n'avait-elle rencontré aucune opposition dans nos rangs : " Un ingénieur! disions-nous naïvement, Il va savoir faire des plans."

Notre nuit s'était passée au château de la Vallée. Après la soupe, je réunis les officiers de mon petit bataillon, et nous fîmes conseil. J'ai toujours eu cette habitude de préparer l'action en commun, et je m'en suis bien trouvé, qu'il s'agit d'éveiller les initiatives ou d'exécuter les ordres ultérieurs. Nous consultons mes cartes et nous voyons placés en avant d'Orléans, au nord-nord-est de cette ville, près de la forêt et de la ligne de chemin de fer qui conduit à Paris. Pour le cas où nous serions attaqués et refoulés, je fais remarquer à mes officiers qu'il ne faut pas nous retirer sur Orléans : ou bien, en effet, la garnison sortira au-devant de l'ennemi, et nous serons pris entre deux feux; ou bien l'armée se retirera derrière la Loire, et elle encombrera les deux seuls ponts d'Orléans, le pont de pierre et celui du chemin de fer. Notre plan est donc, en cas de retraite, de gagner, soit le pont de Jargeau, à trois lieues en amont, soit celui de La Chapelle-Saint-Mesmin, à trois lieues en aval d'Orléans. Ainsi prêts à tout événement, nous nous couchons. Avant le jour, nous sommes réveillés par le capitaine d'état-major P***. Il nous porte l'ordre de nous joindre aux mobiles de la Nièvre, commandés par le colonel de Bourgoing, et de coopérer à leur action. En cas de retraite, nous nous dirigerons vers l'Est, sur Chanteau.

-Et par le pont de Jargeau, ajoutai-je.

-Tiens, fait-il, comment le savez-vous?

Je lui dis que j'avais une carte, et je le mis au courant de notre conciliabule. Il en fut surpris, comme d'une initiative presque contraire aux règlements :

-Vous tenez conseil vous formez des plans! me dit-il, à moitié riant. Pourquoi n'attendez-vous pas d'abord les ordres?

-Et s'ils n'étaient pas venus? lui dis-je.

Nous nous serrâmes la main. Avant le jour, nous rejoignons de Bourgoing. A la première halte, je prends la précaution de faire reconnaître notre uniforme par les mobiles, afin qu'ils ne nous prennent pas pour des Prussiens. Le colonel réunit ses officiers et nous présente à eux; je passe ensuite devant les faisceaux, pendant que chaque officier montre à ses hommes et leur explique les détails de notre costume. Aux approches de l'ennemi, le colonel déploie tout un bataillon en tirailleurs, sur un rang, et nous fait prolonger sa ligne à l'extrême gauche. Le petit jour commence à poindre. J'aperçois des bouquets d'arbres, à 300 mètres de nous, en avant et un peu à gauche.

Je m'y dirige pour les fouiller, sans en attendre l'ordre. Ce mouvement me fait légèrement dévier de la ligne suivie par le bataillon de la Nièvre. Après avoir traversé le rideau d'arbres, nous apercevons, à 7 ou 800 mètres au-delà, une batterie prussienne en train de prendre position. Bien nous a pris de marcher en silence, selon notre habitude. Je fais faire demi-tour, l'arme sous le bras, pour n'être pas trahis par le reflet du soleil sur les armes. Nous rétrogradons sans avoir été vus. Mais, pendant ce temps, le colonel de Bourgoing, trouvant sa ligne de tirailleurs trop étendue, en avait fait replier une partie. N'ayant pas d'hommes de communication avec eux, nous n'avons pas été prévenus du mouvement, qui nous laisse isolés sans autres ordres que ceux du matin. Je prends donc la direction générale qui nous est indiquée pour la retraite: vers l'Est, sur Chanteau. Pour y arriver, nous devons traverser la forêt d'Orléans. Les approches en étaient gardées, heureusement, par le bataillon de marche, avec lequel nous logions à Orléans. Ils reconnaissent notre uniforme. C'est à cette chance que nous avons dû de n'être pas reçus à coups de fusil.

J'ai parlé de circonstances providentielles. Je ne suis pas superstitieux. Mais j'ai souvent vu ma vie et celle de mes hommes tenir à peu de chose et ne nous être conservée que par une chance tellement marquée, que la conception d'une providence se présente à l'esprit comme la seule rationnelle en ce chaos d'événements. Aussi bien ceux qui ne partagent pas cette foi sont-ils obligés de croire à leur propre étoile, concept inintelligible, ou de croire au hasard, c'est-à-dire au néant. Le bataillon de marche, que nous avons rejoint, se trouvait stationné sur la lisière de la forêt d'Orléans, faisant face au nord-ouest et à la voie ferrée qui suit cette lisière. Il avait la consigne de défendre le passage à niveau, qui se trouve au sud de la gare de Cercottes, et la route qui, de ce passage, s'enfonce dans la forêt, vers l'est: c'était notre ligne de retraite sur Chanteau.

Je cause avec le capitaine qui commande ce bataillon. Il m'apprend que nous sommes seuls à défendre la forêt: nos autres avant-postes (les mobiles de la Nièvre) ont dû la traverser sans s'y établir. A moins qu'un corps franc ne rôde par là, nous n'avons à compter que sur nos forces réunies. Je montrai alors à mon collègue, sur ma carte, une route qui partait de la voie ferrée, au nord de la station de Cercottes, et qui, menant de Cercottes à Orléans, traversait la forêt du nord-ouest au sud-est et venait couper, derrière nous, au carrefour des Quatre-Chemins, notre ligne de retraite sur Chanteau.

J'exprimai la crainte que des forces ennemies ne nous tournent par là, pendant que nous restions en place, et que, pénétrant dans la forêt par cette route, derrière nous, elles ne vinssent nous couper la retraite. Il était entre huit et neuf heures du matin: l'heure où les Allemands marchaient d'ordinaire après avoir mangé la soupe. Nous étions sur la voie ferrée. Regardant vers le Nord avec ma jumelle, j'aperçus précisément des casques à chenille qui traversaient la ligne, au-dessus de la gare de Cercottes, à une bonne demi-lieue de nous. Des cavaliers passèrent aussi. Autant que nous pûmes juger, c'était une reconnaissance bavaroise de la force d'au moins un bataillon, avec quelques chevaux. Le plan de l'ennemi nous parut dès lors certain, à mes officiers et à moi, et nous pressâmes le commandant du bataillon de marche de battre en retraite avec nous, jusqu'au carrefour des Quatre-Chemins. Là nous attendrions l'ennemi, nous lui résisterions, et, conformément aux ordres, nous nous replierions sur Chanteau.

Le capitaine nous écouta, secoua tristement la tête, et déclara finalement qu'il ne pouvait nous suivre: " Faites ce que vous voudrez, nous dit-il en substance; vous en êtes libres. Quant à moi, j'ai l'ordre de défendre ce passage, avant de me retirer sur Chanteau. Je ne connais que ma consigne." Sur l'observation qu'une fois l'ennemi aux Quatre-Chemins, il ne pourrait exécuter la seconde partie de sa consigne, il ajouta: Je ne suis qu'un malheureux officier rappelé de disponibilité. On m'a confié cette bande d'hommes, évadés de Sedan, que je ne connais pas, qui n'ont pas même un numéro commun. Je crains qu'au premier coup de feu ils ne se dispersent, sans que je puisse les rassembler. Je resterais seul à votre carrefour avec mes officiers, et je n'aurais plus qu'à m'y faire tuer pour n'être pas accusé d'avoir déserté mon poste. Vous voyez que je ne puis faire qu'une chose: essayer de tenir ici, comme j'en ai reçu l'ordre. "

Il fut impossible de le tirer de là. Nous nous consultâmes, mes camarades et moi. Le temps pressait. Nous ne pouvions rester immobiles sans nous exposer à être cernés. Nous ne voulions pas non plus abandonner nos compagnons de rencontre. Finalement je déclarai au capitaine du bataillon de marche que je me rendais au carrefour des Quatre-Chemins; mais que, si j'y étais attaqué, je ne pourrais pas, avec mes cent soixante hommes, arrêter l'ennemi. Je me bornerais donc à retarder sa marche sur Orléans; et nous nous retirerions, non plus vers l'est, sur Chanteau, mais au sud, vers Orléans, par la route même que voulaient vraisemblablement suivre les Bavarois.

Pendant que nous leur tiendrions tête, le bataillon de marche pouvait nous rejoindre par un chemin de traverse, qui partait du passage à niveau, et qui gagnait notre chemin de retraite sur Orléans, à une demi-lieue au sud du carrefour des Quatre-Chemins. J'engageai le capitaine à se retirer par cette voie dès qu'il nous entendrait attaquer, car nous commencerions de suite la retraite sur Orléans. Il nous remercia, et convint qu'il pouvait quitter son poste sans faillir au devoir, dès que l'attaque se serait prononcée derrière lui.

Je pars avec mes hommes, et nous allons nous établir au carrefour des Quatre-Chemins, face au nord et à la route qui vient de la gare de Cercottes. Je déploie tout le monde en tirailleurs, sur une ligne, pour avoir un front aussi étendu que possible; une compagnie à droite, les deux autres à gauche du chemin le long duquel nous devons nous retirer sur Orléans. Ceci fait, tout le monde rentre sous bois, du côté d'Orléans. Je ne laisse sur la lisière que quatre bons tireurs par compagnie, soit douze hommes en tout, avec l'ordre de bien ajuster leur premier coup, et de nous rejoindre aussitôt après dans notre mouvement en arrière. Quatre sentinelles observaient, en avant du carrefour, la route qui venait de Cercottes. Je m'étendis moi même derrière un poteau, soutenu par quatre étais, au centre du carrefour. De là, je surveillais notre droite et notre gauche avec plus d'attention encore que notre front; car ma crainte fut, dans tout ce combat, que nous ne fussions débordés à l'une de nos ailes, et pris à revers. C'est pour l'éviter que j'étendais mon front le plus possible, et que je ne voulais pas m'arrêter à la défense du carrefour.

Tous nos mouvements s'étaient faits dans le plus grand silence; mes hommes y étaient dressés, et je ne plaisantais pas sur cet article. Viennent à passer des paysans: je les interroge, et je les renvoie derrière moi sur Orléans. Bientôt les sentinelles, que j'avais postées en avant, m'avertissent, par un signe convenu, que les Bavares avancent, venant de Cercottes. J'aperçois moi-même, dans le lointain, des hommes à cheval et des casques à chenille qui pénètrent dans la forêt. On les entend se masser, à notre gauche et en face de nous.

L'attaque étant bien dessinée, je fais rentrer les sentinelles, et je rejoins le gros de mes forces. L'ennemi, de son côté, se méfie. Nous l'entendons crier tout à coup, dans le français le plus pur et sans le moindre accent: " Ne tirez pas! nous sommes des chasseurs à pied français ! " . Nul ne répond ni ne bouge de notre côté. Cinq minutes après, nouveaux craquements sous bois, indiquant qu'on forme les rangs; puis une voix d'officier, le

même peut-être qui venait de nous interpeller en français, exhorte très distinctement, et en allemand cette fois, ses hommes à combattre vaillamment pour le *Kaiser*. C'est ainsi, dans les bois de Cercottes et de la bouche de nos ennemis, que j'appris la proclamation de l'empire allemand, faite à Versailles, deux jours auparavant.

L'instant d'après, les Bavares s'élancent: mais les premiers qui sautent le fossé tombent pour ne plus se relever. Tandis que leurs camarades fusillent la lisière du bois, où nous n'avons laissé personne, nous avons commencé notre retraite, en silence et dans le plus grand ordre. Je ne voulais pas me laisser accrocher par l'ennemi, craignant toujours d'être débordé à l'une de mes ailes par sa cavalerie. Aussi veillé-je à ce que notre mouvement se poursuive sans interruption. Nous rétrogradons par échelons. Chaque fois que nous rencontrons une clairière ou un endroit découvert, nous les traversons au pas gymnastique, et nous prenons position de l'autre côté, sous bois, pour attendre l'ennemi: nos coups partent sur lui dès qu'il se découvre dans notre champ de tir. Quand il ripostait, nous étions déjà repartis sous les halliers, où les balles allemandes cassaient des branches au-dessus de nos têtes sans nous faire de mal.

Nous tenions, en outre, sous notre feu les deux côtés de la route, dans les fossés de laquelle les Bavares avançaient par files, avec le plus grand courage; j'ai même vu des sous-officiers marcher, seuls, et sans souci des balles, sur le milieu de cette route. Leur offensive était menée très énergiquement, pour enfoncer notre

centre. Ils n'y parvinrent pas, grâce à ce que nous ne fûmes arrêtés nulle part. Je pressais le mouvement autant que possible. Nous ne mimes qu'une heure vingt à franchir la demi-lieue, qui nous séparait du rendez-vous assigné au bataillon de marche. Il est impossible de marcher plus vite, sous bois, sans se débander.

Bien nous en prit de notre tactique, car en traversant un chemin, qui faisait un y avec notre ligne de retraite, j'aperçus à l'extrémité de ce chemin, sur la route de Chanteau, les cavaliers bavarois qui avaient débordé notre gauche de ce côté. Voyant leur coup manqué, ils n'avancèrent pas. A partir de ce point d'ailleurs, l'ennemi cessa la poursuite, soit que son but fût atteint, soit qu'il craignit un piège. J'ai su en effet, par des journaux allemands qu'on m'envoya plus tard, que dans son premier rapport (1) le commandant bavarois avait parlé de " trois régiments d'Afrique ", qui défendaient la forêt contre lui, au lieu de mes

(1) Ce rapport à été rectifié depuis, dans la relation du grand état-major allemand.

trois maigres compagnies sans soutien. Peut-être craignit il, lui aussi, d'être entouré s'il avançait trop. Toujours est-il qu'il s'arrêta, nous laissant continuer sur Orléans.

Nous trouvâmes, à la jonction des chemins, le capitaine du bataillon de marche, seul avec ses officiers. Aux premiers coups de la batterie prussienne établie le matin, les hommes s'étaient dispersés sous bois. Le capitaine avait les larmes aux yeux et jurait contre eux. Il me dit envier ma petite troupe. J'avoue que j'en étais fier. Mes deux compagnies étaient en ordre: nos pertes étaient insignifiantes (1) . La troisième compagnie, -notre aile droite, -s'était retirée un peu moins vite que le gros; c'était la cause de son retard. Nous ne pûmes l'attendre, et prîmes en hâte la route d'Orléans, pensant que l'armée battait en retraite, puisque nous n'étions pas soutenus. En effet, passant sur un pont de chemin de fer, nous vîmes filer au-dessous de nous des convois chargés de canons. Notre défense de la forêt, en retardant l'ennemi, a probablement sauvé quelqu'un de ces convois.

Nous contournons Orléans, encombré par les troupes qui repassent la Loire. Le gros des troupes régulières et l'artillerie étaient dirigés sur le pont de pierre. La cavalerie passa le fleuve à gué, sans se mouiller les bottes, tant les eaux étaient basses. Nous suivîmes, quant à nous, les bataillons de mobiles vers le grand pont du chemin de fer. On se préparait à le détruire. Je fis halte à la tête du pont, pour attendre nos camarades restés en arrière ; et je ne passai qu'à la dernière extrémité: les planches du tablier furent coupées derrière nous.

Presque tous mes hommes avaient rejoint à ce moment. Quelques-uns, attardés, rentrèrent dans la ville, d'où ils s'évadèrent, en vêtements civils, le lendemain, pour venir nous retrouver. Le bilan total de nos pertes, pour cette journée, se monta finalement à huit hommes: quatre tués, qui reposent dans les cimetières de Fleury-aux-Bois et de Chanteau; et quatre prisonniers. L'un de ceux-ci était un sergent, un Vendéen, appelé Merle: très myope, il dut à cette infirmité d'être surpris. Les trois autres étaient un nommé Cantat et deux Marseillais, les frères de Barbarin; l'un d'eux se fit prendre en voulant sauver l'autre. Ils furent tous les quatre attachés à la queue d'un cheval et emmenés pour être fusillés comme francs-tireurs. Ils ne cessaient de protester; mais, comme je l'ai dit, ils n'avaient pas de livrets militaires : on devait établir ceux-ci le jour où la panique nous fit envoyer aux avant-postes!

(1) On me prétendit que les Bavarois avaient eu plus de cent hommes mis hors de combat. Je crois ce chiffre très exagéré; mais leurs pertes ont dû être proportionnellement supérieures aux nôtres.

Sur leurs protestations toutefois, on les conduisit au quartier général pour y être jugés. Par une chance, que j'ai qualifiée de providentielle, l'officier prussien, que nous avons vu à Orléans l'avant-veille, s'y trouvait. Il

reconnut notre uniforme, intervint auprès du général, et sauva la vie de nos amis (1). Il était quatre heures après-midi quand nous avons repassé la Loire. Je commençais à me faire à mon rôle de chef de détachement. Avisant un cuirassier, je le priai d'aller nous chercher des ordres au quartier-général; puis j'expédiai en fourrier l'un de mes soldats, qui était du pays, au village de Saint-Cyr en Val, pour nous préparer de la paille dans l'école, et de la soupe. Nos hommes n'avaient rien mangé depuis le matin; ils avaient marché, combattu: ils étaient harassés. Ils s'enfermèrent, après souper, dans l'école, et firent bien, car toute la nuit des troupes et des traînards ne cessèrent de passer, cherchant un gîte. Sur les dix heures du soir, un officier d'état-major arriva: le général de la Motte-Rouge envoyait en hâte chercher quelque corps régulier et solide, ou bien un "régiment d'Afrique" (c'est singulier comme ce nom s'employait alors). Je rendis compte de notre journée, et promis que le lendemain, à la première heure, nous serions au rendez-vous.

De ce jour, nous fûmes considérés comme une troupe sur laquelle on pouvait compter, et conservés presque constamment en main par le général en chef, d'Aurelles de Paladine, qui avait remplacé La Motte-Rouge. Il ne fut plus question de changer notre uniforme. Quand l'armée du Mans prépara son mouvement en avant, l'on nous envoya dans cette ville.

En chemin de fer, Charette nous rejoignit. Il m'apprit qu'à la suite du combat de Cercottes, notre bataillon avait été cité à l'ordre du jour de l'armée, et me tendit un *Journal officiel*: c'était ma nomination au grade de chef de bataillon, signée de Gambetta. Cette nomination, et celle, plus tard, de Charette au grade de général, sont, je crois, les seules des promotions faites dans notre petit corps, qui aient paru à l'*Officiel*.

On se tromperait en croyant qu'elle m'enchanta. J'étais désolé d'abandonner les hommes avec lesquels je venais de combattre. J'aimais d'ailleurs mon métier de capitaine, que je connaissais bien, et je me sentais peu de goût pour prendre de nouvelles responsabilités, en face des événements qui se déroulaient.

(1) Cet officier était apparenté dans le haut état-major allemand. Il me souvient qu'il s'était donné à nous comme un neveu du maréchal de Moltke, et qu'il s'était porté garant de la santé du maréchal, alors que le bruit de sa mort circulait dans Orléans.

Une permission de quatre jours me fut accordée. J'allai dans mon pays faire achat d'un cheval, dont je profitai d'ailleurs assez peu dans le reste de la campagne. Habitué à la marche, je conservai mon équipement de fantassin: mon manteau à capuchon roulé en sautoir, et ma sacoche en bandoulière. Je mis seulement sur la croupe de ma bête une peau de bique dont j'appréciai le secours. Par ailleurs, mon cheval ne portait que sa propre nourriture. Nous étions, lui et moi, parfaitement indépendants l'un de l'autre. Je m'en applaudis, le jour où je le perdis près de Brou, en hiver, par un temps où il ne faisait pas bon d'être pris au dépourvu.

Les moyens de ravitaillement étaient si rares, que je ne dépensai presque rien dans cette campagne. Que les jeunes gens ne se désolent pas de partir à la guerre sans argent ! Il est inouï de voir combien une simple paire de bottes peut durer, en service tous les jours dans la boue et la neige. Au sujet de la neige, encore un avis aux conscrits. Qu'ils ne s'effraient pas trop d'avoir à y coucher : je l'ai fait maintes fois, et sans inconvénient, bien que mon séjour en Italie m'eût habitué à des climats plus doux. Le tout est de savoir s'y prendre. La neige est froide quand elle fond, par exemple au contact de la main. Mais lorsqu'elle était bien gelée, je pouvais m'étendre sur elle dans ma capote, -dont le capuchon m'était alors bien utile, -sans en souffrir. Pour faire mieux, on se réunit par trois ou quatre. Les couvertures sont mises en commun. On en étend une sur la neige; et l'on s'y couche les uns contre les autres. On étale une autre couverture sur les dormeurs; et, quand on veut avoir bien chaud, on fait recouvrir de neige la couverture du dessus. L'on est alors dans une véritable maison de neige, qui conserve parfaitement la chaleur du corps.

J'avais reçu le commandement du second bataillon des Volontaires. Les deux bataillons, à 6 compagnies, comptaient maintenant près de 1500 hommes, au total. Nous fûmes affectés au XVII^e corps d'armée, commandé par le général de Sonis (1). Nous suivîmes son mouvement sur Nogent, et de là vers Châteaudun, région où allait se disputer le dernier enjeu de la France. Le 25 novembre, nous participions à une reconnaissance du côté d'Yèvres. Elle se termina par un combat d'artillerie. Au moment où je me préparais à mettre pied à terre, un coup bien pointé me

(1) Le 22 novembre, le général de Sonis remplaça le général Durrieu dans le commandement de ce corps.

descendit de cheval. Quatorze des nôtres furent atteints par l'obus qui avait abattu ma bête. Le cheval est un point de mire dont les fantassins feront bien de se méfier.

Nous rentrâmes à la nuit noire, par Brou et Logron. Les troupes étaient épuisées. En suivant la route il nous fallait aller jusqu'à Châteaudun, pour revenir, de là, sur Marboué, où nous étions cantonnés. Je me souvins qu'un chemin de traverse, nouvellement construit, menait directement à Marboué. J'en fis part à Charette, qui me chargea de le retrouver. Ce n'était pas chose commode. Le pays était couvert de neige. Les poteaux indicateurs des routes avaient été abattus, sous prétexte de ne pas donner d'indications aux Prussiens. La précaution était à peu près inutile pour eux: d'autant qu'on avait enterré ces poteaux à quelques mètres de leur place normale, et que l'ennemi les retrouvait sans grand'peine. Pour nous, moins bien organisés, la difficulté de nous retrouver était centuplée. Je ne serais jamais arrivé, dans l'obscurité, à discerner ma route, si, deux jours avant, la suivant à cheval, je n'en avais remarqué la direction, et l'empierrement qui était neuf. Je fis rechercher le chemin par des éclaireurs; je le tâtai littéralement, car je dus me mettre à plat-ventre pour en reconnaître la pierre, je m'assurai de la direction, et nous rejoignîmes notre gîte par le plus court.

Je me suis permis de citer cet exemple pour montrer qu'il n'y a pas de petits détails d'observation inutiles à un officier. J'étais arrivé, pour mon compte, à enregistrer automatiquement, pour ainsi dire, tout ce qui me tombait sous les yeux. Je comptais même, en marchant, les pas de ma troupe, par un simple mouvement des doigts, devenu machinal: que de fois, à l'improviste, cette connaissance exacte des distances parcourues me fut utile, et m'empêcha d'être pris au dépourvu.

C'est de Châteaudun que nous fûmes, en hâte, dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre, dirigés sur Patay, au secours du XVI^e corps. Chanzy, aux prises avec l'ennemi, avait fait appel au secours de Sonis. Celui-ci accourut à marche forcée, et vint en personne avant le jour au quartier général de Chanzy, qu'il trouva se reposant des fatigues de la veille. Chanzy remercia son collègue d'être venu en hâte: " Mais, ajouta-t-il, je m'excuse de vous avoir fait accourir. L'ennemi a été repoussé hier: nous sommes vainqueurs sur tous les points. "

Notre général regagnait son camp, lorsqu'il croit entendre, au loin, le grondement du canon. Il dépêche vers Chanzy, qui ne voulait pas croire à un retour sérieux de l'ennemi. Enfin, la fusillade se prolongeant, de Sonis revient en personne au quartier 171 de Chanzy, qu'il convainc et qu'il entraîne à cheval.

Depuis une heure environ, la bataille était commencée, et les avant-gardes du XVI^e corps luttèrent contre des forces bien supérieures. C'était le tour de mon bataillon de marcher en première ligne. Notre premier bataillon restait en réserve, à la disposition du général en chef. Je fus expédié, au pas de course, en soutien de la batterie Torchon, qui canonait le village de Gommiers. Quand nous y parvînmes, le village était évacué par les Prussiens. L'artillerie du corps de Chanzy, jointe à la nôtre, l'avait littéralement couvert de mitraille; le sol était jonché d'

éclats. Sortis de là, nous vîmes donner dans l'artillerie du XVI^e corps, et nous courûmes avec elle toute la journée, sans retrouver notre batterie. Mais l'extrême-droite de Chanzy, où nous étions ainsi jetés, fit une conversion complète, qui nous amena, le soir, sur le flanc de notre propre corps d'armée. De là, nous voyions, dans la nuit tombante, les mitrailleuses cracher leurs derniers coups, en longs traits de feu, dans la direction de Loigny; et nous nous demandions, avec anxiété, ce qu'étaient devenus nos compagnons. Nous l'apprîmes en regagnant le camp.

De Sonis, à la fin de la journée, avait conduit ses dernières réserves au secours des troupes du XVI^e corps, cernés dans Loigny, et qui s'y défendaient désespérément (1). Déjà, les restes de ce corps, qui luttait depuis le matin, refluaient de tous côtés. De Sonis court au-devant de ceux qui battaient en retraite pour les ramener, sans y parvenir. Il aperçoit un colonel et le supplie de se joindre à lui dans un suprême effort: " Colonel, ordonne-t-il enfin, commandez à vos hommes : En avant! " Le colonel se détourne et commande: " En retraite! (2) " Seul avec quelques bataillons (3), de Sonis réussit alors cette charge héroïque, qui reprit Loigny, qui le dépassa même, et qui ne s'arrêta que lorsque le général en chef tomba lui-même.

Ce fait d'armes permet aux zouaves pontificaux d'inscrire leur nom parmi ceux des corps qui ont le plus complètement payé leur tribut à la France. Le soir de cette journée sanglante, quand nous rejoignîmes les débris de notre légion, je me trouvai

(1) " Le moment était décisif; il était quatre heures, et la nuit allait venir. Un nouvel effort sur Loigny et sur Goury, centre de la résistance ennemie, pouvait encore décider en notre faveur du succès de la bataille. " (Chanzy, la 2^e armée de la Loire, p 76)

(2) Je tiens ce détail de la bouche même de Sonis, que j'ai revu plus tard commandant de corps d'armée à Rennes. " Sans ma blessure, me dit-il, ce colonel eût été fusillé le lendemain ".

(3) Les zouaves pontificaux et la légion des Côtes-du-Nord.

commander en chef les Volontaires de l'Ouest. Notre colonel, de Charette, qui reçut les étoiles à la suite de cette affaire, et le chef du 1^{er} bataillon, de Montcuit, étaient restés sur le champ de bataille, près de Sonis si grièvement blessé, qu'on dut l'amputer d'une cuisse. Quatre porte-fanions s'étaient succédés à ses côtés, tenant la bannière qui nous revint couverte de sang (1). On se fera une idée des pertes subies par les nôtres, quand je dirai que, dans une compagnie du 1^{er} bataillon, je ne retrouvai pour tous cadres que deux caporaux: tous les officiers, tous les sous-officiers, tous les gradés, en un mot, sauf deux, étaient restés, blessés ou tués, au champ d'honneur !

Le lendemain, nous pliâmes tristement les tentes de nos camarades. Je me rendis au quartier-général pour faire mon rapport et prendre les ordres. Tout y était dans un désarroi facile à imaginer.

D'abord, nous n'avions plus de général en chef. Il restait deux généraux: mais aucun d'eux ne voulait du commandement. La guerre les avait trouvés, l'un commandant de remonte, l'autre commandant de gendarmerie. Rien n'étant prévu pour la mobilisation, l'on avait dû improviser tous les grades: les sous-officiers devenant officiers, les officiers subalternes passant au grade supérieur, les officiers supérieurs devenant généraux. Mais on n'improvise pas le haut commandement. Nos généraux le sentaient, et ils n'essayaient pas de nous le dissimuler.

Je vois encore le soulagement de l'un d'eux, quand il apprit que son collègue était de trois jours plus ancien de grade que lui. Sur ces entrefaites arriva le général en question. Dès qu'il fut au courant:

(1) De Sonis, n'ayant pas de fanion, avait demandé à Charette de lui en procurer un, avec un emblème religieux s'il était possible. Nous n'avions plus le drapeau des zouaves pontificaux; le jour de la capitulation de Rome, nous nous en étions partagés les morceaux, et nous les avons emportés sur notre poitrine: relique insigne que je conserve dans mon cabinet de travail. Mais, à Tours, Charette avait reçu, par l'entremise d'un chrétien fervent, M. Dupont, de bienheureuse mémoire, un petit paquet à l'adresse des Volontaires de l'Ouest. C'était une bannière de soie blanche, brodée par les religieuses de Paray-le-Monial, portant un Sacré-Coeur et la devise : " Coeur de Jésus, sauvez la France." Charette le déploya et le remit à Sonis, qui fit monter à cheval un de nos sous-officiers, de Verthamon, pour le porter à sa suite. C'est ainsi que l'étendard offert aux Volontaires de l'Ouest devint pour cette journée le fanion du général en chef. Les deux frères de Bouillé, puis un quatrième porte-fanion, toujours des nôtres, succédèrent à de Verthamon pour le porter.

-
- Jamais de la vie! Commande, toi, dit-il à l'autre.
 - Mais tu es le plus ancien, objectait celui-ci.
 - Qu'est-ce que ça fait, si je n'y connais rien ?
 - Et moi donc! riposta le second avec autant de vivacité que de sincérité.

Heureusement le colonel d'état-major, homme de tête et d'un tact parfait, sut convaincre son chef qu'il ne pouvait se dérober au périlleux honneur de nous commander. Nous acceptions de marcher sous ses ordres, et nous étions prêts à joindre nos responsabilités à la sienne, en examinant devant lui ce qu'il convenait de faire.

Vaincu, le général se jette dans un fauteuil, et laisse tomber ses bras sur la table:

- Eh bien! dit-il, puisque c'est moi qui commande, qu'est-ce que je dois commander?
- Nous opinâmes qu'il fallait connaître les ressources de l'armée, en effectif et en munitions.
- Très bien! dit le général. Alors nous commandons une revue?
- Le colonel d'état-major observa qu'il faudrait pour cela nous éloigner un peu de l'ennemi.
- Très bien! fit le général. Alors nous f... le camp ?
- Il fut décidé que le XVIIe corps se reporterait en arrière, afin, de se reformer sans être inquiété.
- Quand je vins prendre les ordres pour la marche :
- Mais c'est bien simple, me dit le général en chef. Nous f... le camp: voilà tout!

Le lecteur est peut-être tenté de croire que je grossis quelque trait de la scène. Il n'en est rien. Je dis ce que j'ai vu; je répète exactement ce que j'ai entendu. Je le fais, parce qu'il n'y a rien, en tout ceci, qui porte atteinte au caractère et à l'honneur des personnages en question. Ils me sont restés sympathiques, et la franchise toute crue de mon général n'a pas diminué mon respect envers lui. Je préfère sa rondeur militaire à la prétention dont d'autres auraient pu tenter de faire preuve.

J'aime mieux, je le déclare, avoir servi sous les ordres de ce brave homme, qui n'essayait pas de nous en faire accroire sur sa propre valeur, que d'avoir été la dupe d'un politicien suffisant et incapable, comme il s'en est vu durant cette triste campagne.

Mais cependant une conclusion sort de ces faits. Si nous avons vécu de pareilles heures d'angoisse, et si nous les redisons à nos enfants c'est pour leur éviter d'en renouveler l'expérience terrible. Quoi! toute une génération en plein épanouissement a péri pour

avoir cru aux légendes de la levée en masse et des improvisations militaires ; et les cendres de ces morts ne sont pas refroidies, que l'on nous parle d'incliner la nouvelle génération aux mêmes folies ? On nous chante

l'éloge des milices, des gardes nationales, des officiers " qui ne sont pas du métier " ? Eh bien ! je dis que nous, les survivants du désastre, nous serions coupables, par faiblesse ou par amour-propre mal placé, si nous dissimulions quelque chose de ce qui nous est apparu dans la réalité effroyable des événements, avec une clarté qui s'impose même aux plus aveuglés.

Non ! les armées modernes ne s'improvisent pas. Du simple éclaireur au général en chef, chacun a besoin d'être rompu à sa fonction, entraîné, tenu en haleine. Le temps n'est plus où l'apprentissage du soldat pouvait se faire à la guerre: il y faut arriver tout prêt, car ce n'est même plus en quelques mois, c'est en quelques jours de lutte que se règle le sort d'une nation. Non ! plus de ces créations spontanées où personne n'est à sa place. Surtout pas de faveurs, ni politiques, ni autres, dans le choix des officiers, dont chacun peut être appelé au commandement supérieur, par les pires circonstances et quand il s'y attend le moins.

Les restes du XVIIe corps se replièrent sur Poitiers. Notre dépôt et le lieutenant-colonel d'Albousse nous y rejoignirent. On remplit, comme on peut, les cadres du premier bataillon, et je le conduisis au Mans. Là, de Montcuit nous retrouva; il avait été blessé au moignon de son bras, déjà amputé à Castelfidardo. Je lui remis le commandement de son bataillon, et retournai à Poitiers. Il était écrit que mon rôle actif dans cette campagne avait pris fin. Nous n'avons retrouvé l'armée de Chanzy qu'après sa retraite (1). J'ai cependant pu recueillir, au sujet de la bataille du Mans, des détails que je tiens à rapporter en finissant. Ils expliquent un point jusqu'ici peu compris: l'abandon, par les mobilisés bretons, de la position importante de la Tuilerie, qu'ils étaient chargés de défendre. Le rapport du général Chanzy, trop sommaire à leur égard, indique qu'ils évacuèrent leur poste " ...devant des forces très inférieures ", sans y déployer une résistance "effective et sérieuse ". Il n'en donne pas la raison (2).

(1) A Fougères, où nous fîmes séjour , et où nous fumes décimés par une épidémie de variole noire, dont la population, qui nous prodiguait ses soins, fut également victime.

(2) Cf. la Deuxième armée de la Loire, par le général Chanzy (Paris, Plon, 1871), Rapport au Ministre sur la bataille du Mans, p. 346.

Elle est pourtant simple. La troupe d'éclaireurs prussiens, qui vint par hasard se heurter à nos mobilisés, n'aurait peut-être pas déchaîné la panique, si ceux-ci avaient pu se défendre. Seulement ils ne le pouvaient pas. C'est ce que je vais établir.

Ce n'est pas que leurs armes fussent mauvaises, comme d'aucuns l'ont prétendu. On a dit que les mobilisés de Bretagne étaient armés de vieux fusils à tabatière hors d'usage: oui, au camp d'instruction de Conlie, ils avaient des armes de ce genre; et encore ne possédait-on que cinq mille fusils dans ce camp pour instruire et exercer trente mille " vieux gars " n'ayant jamais fait aucun service. Mais quand on les mit à la disposition de Chanzy, on s'occupa de mieux les armer. L'adjutant du génie, chargé de ce soin, m'a certifié que les fusils, qu'il amena de l'arsenal de Rennes à cette occasion, étaient d'excellentes carabines Springfield, récemment arrivées d'Amérique.

Seulement ces armes n'arrivèrent au Mans que la veille de la bataille. Les caisses furent ouvertes au petit jour, devant le front de bandière, et les recrues reçurent ces fusils, d'un modèle nouveau pour elles, au moment de s'en servir. Or quand il fallut ouvrir le feu, on s'aperçut que les cartouches étaient d'un calibre supérieur à celui des armes. En effet, les balles, envoyées d'Amérique avec les carabines, étaient du calibre très exact de celles-ci, suivant la mode américaine. On en avait fait des cartouches à la mode française, en entourant la balle d'un papier très fort et d'une solide ficelle; mais il devenait alors impossible de faire glisser le tout dans le canon du fusil. Pour charger l'arme, il aurait fallu couper la ficelle, défaire en un mot toute la cartouche, et glisser la balle séparément dans la carabine. Le fait m'a été attesté par un aumônier de ces

mobilisés, un prêtre de Cesson (Ille-et-Vilaine), qui a dû lui-même, à cette attaque de la Tuilerie, charger une dizaine de fusils en coupant les cartouches avec son couteau de poche. Rien d'étonnant à ce que les possesseurs de pareilles armes se soient enfuis sans répondre au feu des Prussiens.

Leur commandant consigna ces détails dans le rapport qu'il fit au général en chef. Il est regrettable que ce dernier en ait point fait état. Le laconisme du rapport Chanzy a provoqué des appréciations injustes sur nos pauvres mobilisés; tandis que la réalité, je l'ai dit, est qu'on n'improvise pas en quelques semaines des troupes, des tireurs, un armement, des munitions, un commandement, sans se heurter à des méprises foudroyantes, comme celle que je viens de signaler. Il était donc utile de rétablir la vérité sur ce point; elle concourt à dégager la morale essentielle: de ce récit.

La responsabilité de ces désastres, elle découle de l'insuffisance d'organisation, d'instruction militaire et de préparation en temps de paix. Les recrues de la Défense nationale ont fait héroïquement leur possible. Mobiles et mobilisés se sont vaillamment comportés. Ils s'étaient accoutumés à la guerre, avec la rapidité et l'entrain du caractère français ; en trois mois, leur éducation de soldat fut faite: mais à ce moment la campagne prenait fin.

S'il avait fallu la pousser plus loin, nous y étions prêts, sans étonnement ni murmures. Mobiles, mobilisés, francs-tireurs, ou réguliers, notre décision était prise: " Tant que vous voudrez, tant qu'il en restera un. " Je l'affirme pour tous.

Ce sentiment surprendra peut-être quelques jeunes gens de la génération nouvelle. On dit que l'arrivisme est à la mode, que le succès est le seul dieu du jour, qu'il légitime tout. Je suis persuadé que si ces jeunes gens passaient par les épreuves que nous avons subies, ils sentiraient que les revers trempent les caractères, et ils marcheraient, comme nous, sans hésitation, sans regrets ; les prétendus antimilitaristes eux-mêmes répondraient à l'appel de la Patrie.

Pour moi, je ne regrette pas d'avoir été le soldat de deux grandes causes vaincues: celle de l'indépendance du Saint-Siège et celle de la Défense nationale. Elles me permettent de réunir dans un même amour l'Eglise et la France, dont on tente vaine- ment d'opposer les intérêts l'un à l'autre.

Ces causes furent justes. Elles demeurent. J'ai confiance que l'avenir verra de plus en plus le droit triompher de la ruse et de la force brutale. Pour hâter ce jour, nous avons fait notre possible. Si quelque cause d'échec nous fut imputable, le lecteur saura le relever dans ce récit, trop long peut-être, mais que j'ai voulu détaillé, pour qu'il instruisse ceux qui viendront après nous : pour qu'ils ne redoutent pas ce que nous n'avons pas redouté, et qu'ils profitent des leçons de notre expérience.

Nous avons fait notre devoir. Nos successeurs accompliront le leur.